

GÉOPOLITIQUE

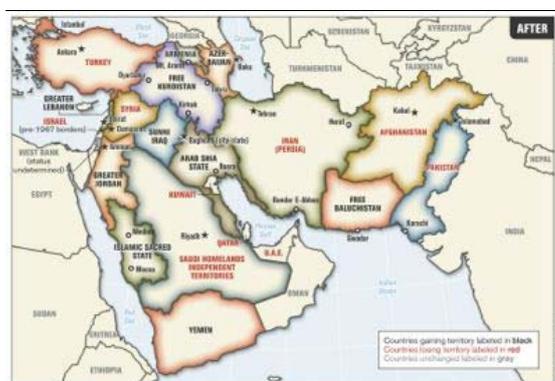
Quelle cible après la Syrie ?

par *Thierry Meyssan*

Les événements qui se sont produits au « Moyen-Orient élargi » depuis 2001 suivent une logique implacable. La question actuelle est de savoir si le moment est arrivé d'une nouvelle guerre en Turquie ou en Arabie saoudite. La réponse dépend notamment de la relance des hostilités en Libye. C'est dans ce contexte que doit être interprété le Protocole additionnel négocié par les présidents Erdoğan et Poutine pour résoudre la crise d'Idlib.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 10 MARS 2020

عربي ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO ROMÂNĂ TÜRKÇE DEUTSCH



La carte initiale du « remodelage du Moyen-Orient élargi », publiée par le colonel Ralph Peters.

19 ans de « guerre sans fin »

Le président George W. Bush décida de transformer radicalement les missions du Pentagone, ainsi que l'expliqua, le 13 septembre 2001, le colonel Ralph Peters dans la revue de l'Armée de Terre, *Parameters*. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, nomma l'amiral Arthur Cebrowski pour qu'il forme les futurs officiers. Celui-ci passa trois

ans à faire le tour des universités militaires de sorte qu'aujourd'hui, la totalité des officiers généraux ont suivi ses cours. Sa pensée a été vulgarisée pour le grand public par son adjoint, Thomas Barnett.

Les zones touchées par la guerre US seront livrées au « chaos ». Ce concept doit être compris au sens du philosophe anglais Thomas Hobbes, c'est-à-dire comme l'absence de structures politiques capables de protéger les citoyens de leur propre violence (« L'homme est un loup pour l'homme »). Et non pas au sens biblique de faire table rase avant la création d'un ordre nouveau.

Cette guerre est une adaptation des Forces armées US à l'ère de la mondialisation, au passage du capitalisme productif au capitalisme financier. « La guerre est un racket » (*War is a racket*), disait avant la Seconde Guerre mondiale le général le plus décoré des États-Unis, Smedley Butler [1]. Désormais, les amis et les ennemis ne compteront plus, la guerre permettra une simple gestion des ressources naturelles.

Cette forme de guerre suppose de nombreux crimes contre l'humanité (notamment des nettoyages ethniques) que les Forces armées US ne peuvent pas commettre. Le secrétaire Donald Rumsfeld engagea donc des armées privées (dont Blackwater) et développa des organisations terroristes tout en prétendant les combattre.

Les administrations Bush et Obama ont suivi cette stratégie : détruire les structures étatiques de régions entières du monde. La guerre US n'a plus pour objectif de vaincre, mais de durer (la « guerre sans fin »). Le président Donald Trump et son premier conseiller de Sécurité nationale, le général Michael Flynn, ont remis en cause cette évolution sans parvenir à la changer. Aujourd'hui, les tenants de la pensée Rumsfeld/Cebrowski poursuivent ses objectifs non pas tant au travers du secrétariat à la Défense que de l'Otan.

Après que le président Bush a lancé la « guerre sans fin » en Afghanistan (2001) et en Iraq (2003), une forte contestation surgit au sein des élites politiques de Washington à propos des arguments qui avaient justifié l'invasion de l'Iraq et du désordre qui y régnait. Ce fut la Commission Baker-Hamilton (2006). Jamais, la guerre ne cessa ni en Afghanistan ni en Iraq, mais il fallu attendre cinq ans pour que le président Obama ouvre de nouveaux théâtres d'opération : la Libye (2011), la Syrie (2012) et le Yémen (2015).

Deux acteurs extérieurs ont interféré avec ce plan.

- ▶ En 2010-11, le Royaume-Uni a lancé le « Printemps arabe », une opération calquée sur la « Révolte arabe » de 1915 qui permit à Lawrence d'Arabie de placer les wahhabites au pouvoir dans la péninsule arabique. Il s'agissait cette fois de placer les Frères musulmans au pouvoir avec l'aide non pas du Pentagone, mais du département d'État US et de l'Otan.
- ▶ En 2014, la Russie est intervenue en Syrie, dont l'État ne s'était pas effondré et qu'elle a aidé à résister. Depuis lors, les Britanniques —qui y avaient tenté d'en changer le régime durant le « Printemps arabe » (2011-début 2012),— puis les États-Uniens —qui cherchaient à y renverser non pas le régime, mais l'État (mi-2012 à aujourd'hui)— ont dû s'en retirer. La Russie, qui poursuit le rêve de la Tsarine Catherine, se bat aujourd'hui contre le chaos, pour la stabilité —c'est-à-dire pour la défense des structures étatiques et le respect des frontières—.

Le colonel Ralph Peters, qui avait révélé en 2001 la nouvelle stratégie du Pentagone, publia en 2006 la carte des objectifs de l'amiral Cebrowski. Elle montrait que seuls Israël et la Jordanie ne seraient pas atteints. Tous les autres pays du « Moyen-Orient élargi » (c'est-à-dire du Maroc au Pakistan) seraient progressivement privés d'État et tous les grands pays (dont l'Arabie saoudite et la Turquie) disparaîtraient.

Constatant que son meilleur allié, les États-Unis, prévoyait de couper son territoire en deux afin de créer un « Kurdistan libre », la Turquie tenta vainement de se rapprocher de la Chine, puis adopta la théorie du professeur Ahmet Davutoğlu : « Zéro problème avec ses voisins ». Elle se distanca d'Israël et commença à négocier la paix avec Chypre, la Grèce, l'Arménie, l'Iraq, etc. Malgré le différend territorial sur le Hatay, elle créa un marché commun avec la Syrie. Cependant, en 2011, alors que la Libye était déjà isolée, la France convainquit la Turquie qu'elle pourrait échapper à la partition si elle se joignait aux ambitions de l'Otan. Le président Recep Tayyip Erdoğan, un islamiste politique de la Millî Görüş, adhéra à la Confrérie des Frères musulmans dont il ne faisait pas partie, en espérant récupérer à son profit les fruits du « Printemps arabe ». La Turquie se retourna contre l'un de ses principaux clients, la Libye, puis l'un de ses principaux partenaires, la Syrie.

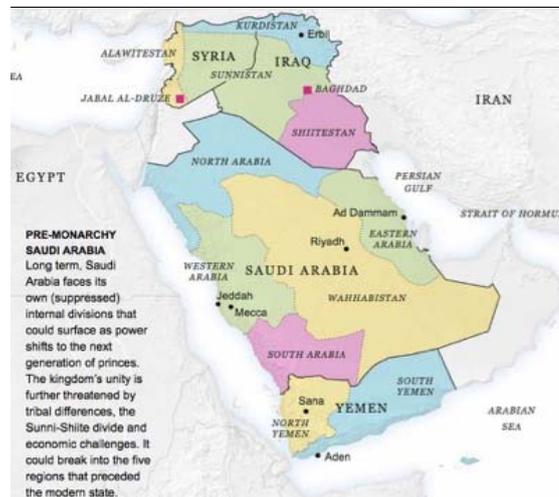
En 2013, le Pentagone adapta la « guerre sans fin » aux réalités rencontrées sur le terrain. Robin Wright publia deux cartes rectificatives

dans le *New York Times*. La première portait sur la division de la Libye, la seconde sur la création d'un « Kurdistan » ne touchant que la Syrie et l'Iraq et épargnant la moitié orientale de la Turquie et l'Iran. Elle annonçait aussi la création d'un « Sunnistan » à cheval sur l'Iraq et la Syrie, la partition de l'Arabie saoudite en cinq et du Yémen en deux. Cette dernière opération débuta en 2015.

Très heureux de ce rectificatif, l'état-major turc se prépara aux événements. Il conclut des accords avec le Qatar (2017), Koweït (2018) et le Soudan (2017) pour y installer des bases militaires et encercler le royaume saoudien. Lequel finança en 2019 une campagne de presse internationale contre le « Sultan » et un coup d'État au Soudan. Simultanément, la Turquie soutint le nouveau projet de « Kurdistan » épargnant son territoire et participa à la création du « Sunnistan » par Daesh sous le nom de « Califat ». Cependant, les interventions russe en Syrie et iranienne en Iraq firent échouer ce projet.

En 2017, le président régional Massoud Barzani organisa un référendum d'indépendance au Kurdistan iraquien. Immédiatement, l'Iraq, la Syrie, la Turquie et l'Iran comprirent que le Pentagone, revenant à son plan initial, s'apprêtait à créer un « Kurdistan libre » en charcutant leurs territoires respectifs. Ils se coalisèrent pour y faire échec. En 2019, le PKK/PYG annonça qu'il préparait l'indépendance du « Rojava » syrien. Sans attendre, l'Iraq, la Syrie, la Turquie et l'Iran se concertèrent à nouveau. La Turquie envahit le « Rojava », pourchassant le PKK/YPG, sans grande réaction des armées syrienne et russe.

En 2019, l'état-major turc acquit la conviction que le Pentagone, ayant renoncé provisoirement à détruire la Syrie, du fait de la présence russe, s'apprêtait désormais à détruire l'État turc. Pour repousser l'échéance, il tenta de réactiver la « guerre sans fin » en Libye, puis de menacer les membres de l'Otan des pires calamités : l'Union européenne de subversion migratoire et les États-Unis d'une guerre avec la Russie. Pour ce faire, il ouvrit aux migrants sa frontière avec la Grèce et attaqua les armées russe et syrienne à Idleb où elles bombardaient les jihadistes d'Al-Qaïda et de Daesh, qui s'y étaient réfugiés. C'est cet épisode que nous vivons aujourd'hui.



La carte rectificative du projet de « remodelage du Moyen-Orient élargi », publiée par Robin Wright.

Le Protocole additionnel de Moscou

L'armée turque a occasionné des pertes russes et syriennes en février 2020, tandis que le président Erdoğan multipliait les coups de téléphone à son homologue russe, Poutine, pour faire baisser d'une main la tension qu'il provoquait de l'autre.

Le secrétaire d'État US, Mike Pompeo, s'est engagé à contenir les appétits du Pentagone si la Turquie aidait ce dernier à relancer la « guerre sans fin » en Libye. Ce pays est divisé en un millier de tribus qui s'affrontent autour de deux leaders principaux, agents patentés de la CIA, le président du Conseil présidentiel, Fayez el-Sarraj, et le commandant de l'Armée nationale, Khalifa Haftar.

La semaine dernière, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Libye, le professeur Ghassan Salamé, a été prié de démissionner pour « raison de santé ». Il a obtempéré, non sans avoir exprimé sa mauvaise humeur lors d'une conférence de presse. Un axe a été constitué pour soutenir al-Sarraj par la Confrérie des Frères musulmans autour du Qatar et de la Turquie. Une seconde coalition est née autour d'Haftar avec l'Égypte et les Émirats arabes unis, mais aussi l'Arabie saoudite et la Syrie.

C'est le grand retour de cette dernière sur la scène internationale. La Syrie est auréolée de ses neuf années de Résistance victorieuse à la Confrérie et aux États-Unis. Deux ambassades libyenne et syrienne ont été

ouvertes en grande pompe, le 4 mars, à Damas et à Benghazi.

Par ailleurs, l'Union européenne, après avoir solennellement condamné le « chantage turc aux réfugiés », envoya la présidente de la Commission observer le flux de réfugiés à la frontière gréco-turque et le président du Conseil sonder le président Erdoğan à Ankara. Celui-ci confirma qu'un arrangement était possible si l'Union s'engageait à défendre l'« intégrité territoriale » de la Turquie.



Avec un malin plaisir, le Kremlin a mis en scène la reddition de la Turquie : la délégation turque se tient debout, contrairement à l'habitude où l'on fournit des chaises aux invités ; dans son dos, une statue de l'impératrice Catherine la Grande rappelle que la Russie était déjà présente en Syrie au XVIIIème siècle. Enfin, les présidents Erdoğan et Poutine sont assis devant une pendule commémorative de la victoire russe sur l'Empire ottoman.

C'est donc sur cette base que le président Vladimir Poutine a reçu au Kremlin, le président Recep Tayyip Erdoğan, le 5 mars. Une première réunion, restreinte, de trois heures a été consacrée aux relations avec les États-Unis. La Russie se serait engagée à protéger la Turquie d'une possible partition à la condition qu'elle signe et applique un *Protocole additionnel sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Idleb* [2]. Une seconde réunion, également de trois heures mais ouverte aux ministres et conseillers, a été consacrée à la rédaction de ce texte. Il prévoit la création d'un corridor de sécurité de 12 kilomètres de large autour de l'autoroute M4, surveillé conjointement par les deux parties. En clair : la Turquie recule au Nord de l'autoroute qui est rouverte et perd la ville de Jisr-el-Chogour, bastion des jihadistes. Surtout, elle doit appliquer enfin le mémorandum de Sotchi qui prévoit de ne soutenir que l'opposition armée syrienne, censée être démocratique et non pas islamiste, et de combattre

les jihadistes. Or, cette « opposition armée démocratique » n'est qu'une chimère imaginée par la propagande britannique. De fait la Turquie devra soit tuer elle-même les jihadistes, soit poursuivre et terminer leur transfert d'Idleb (Syrie), vers Djerba (Tunisie), puis Tripoli (Libye) comme elle avait commencé de le faire en janvier.

En outre, le 7 mars, le président Poutine a contacté l'ancien président Nazerbayev pour étudier avec lui la possibilité de déployer sous les auspices de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) des « chapkas bleues » kazakhs en Syrie. Cette option avait déjà été envisagée en 2012. Les soldats kazakhs ont la particularité d'être musulmans et non pas orthodoxes.

L'option de s'en prendre désormais à l'Arabie saoudite plutôt qu'à la Turquie a été activée par le Pentagone, croit-on savoir à Riyad, bien que le président Trump lui impose de délirantes commandes d'armement en échange de sa protection. La dissection de l'Arabie saoudite avait été envisagée par le Pentagone dès 2002 [3].

Des missiles ont été tirés cette semaine contre le palais royal à Riyad. Le prince Mohamed ben Salmane (dit « MBS », 34 ans) a fait arrêter son oncle, le prince Ahmed (70 ans), et son ancien concurrent et ex-prince héritier, le prince Mohamed ben Nayef (60 ans), ainsi que divers autres princes et des généraux. La province chiite de Qatif, où plusieurs villes ont déjà été rasées, a été isolée. Le prix du baril de pétrole a chuté à 31 dollars, menaçant la viabilité de l'industrie du pétrole de schiste aux USA. Les explications officielles sur les querelles de succession et le coronavirus ne suffisent pas [4].

Thierry Meyssan

[1] « J'ai effectué 33 ans et 4 mois de service actif, et durant cette période, j'ai passé la plupart de mon temps en tant que gros bras pour le monde des affaires, pour Wall Street, et pour les banquiers. En bref, j'étais un racketteur, un gangster au service du capitalisme. J'ai aidé à sécuriser le Mexique, plus particulièrement la ville de Tampico, au profit des groupes pétroliers américains en 1914. J'ai aidé à faire de Haïti et de Cuba un endroit convenable pour que les hommes de la National City Bank puissent y faire des profits. J'ai aidé au viol d'une demi-douzaine de républiques d'Amérique centrale au bénéfice de Wall Street. J'ai aidé à purifier le Nicaragua au profit de la banque américaine Brown Brothers de 1902 à 1912. J'ai apporté la lumière en République dominicaine au profit des entreprises sucrières américaines en 1916. J'ai livré le Honduras aux entreprises fruitières américaines en 1903. En Chine, en 1927, j'ai aidé à ce que l'entreprise Standard Oil fasse ses affaires en paix. » in *War Is a Racket*, Smedley Butler, Feral House (1935)

[2] "Additional Protocol to the Memorandum on Stabilization of the Situation in the Idlib De-Escalation Area", *Voltaire Network*, 5 March 2020.

[3] "Taking Saudi out of Arabia", Powerpoint de Laurent Murawiec pour une réunion du Défense Policy

Board (July 10, 2002).

[4] "Two Saudi Royal Princes Held, Accused of Plotting a Coup", Bradley Hope, *Wall Street Journal* ; "Detaining Relatives, Saudi Prince Clamps Down", David Kirkpatrick & Ben Hubbard, *The New York Times*, March 7, 2020.

Source : « Quelle cible après la Syrie ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 mars 2020, www.voltairenet.org/article209434.html